rtbf.be

INFO

Direct 1 Soir Première ▶

Société

Actions anti-TTIP : la LDH exige une enquête sur les intimidations policières

(//app-eu.readspeaker.com/cgi-bin/rsent?customerid=7764&lang=fr_be&readid=id-text2speech-article&url=www.rtbf.be%2Finfo%2Fsociete%2Fdetail_actions-anti-ttip-la-ldh-exige-une-enquete-sur-les-intimidations-policieres%3Fid%3D9116657)

(#)

Une marche anti-TTIP a eu lieu le 15 octobre à Bruxelles - © Tous droits réservés

Belga

Publié le vendredi 23 octobre 2015 à 15h36

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a pris connaissance de "*deux cas de destruction de matériel de presse et d'arrestation de journalistes par les forces de police à l'occasion des manifestations anti-TTIP, le 15 octobre dernier, à Bruxelles*", indique l'organisation vendredi. La LDH a demandé, dans ce cadre, qu'une enquête "*sérieuse et indépendante*" soit menée au sein de la police "*sur les intimidations et effacements d'image portant atteinte à la liberté d'expression.*"

Newsletter info Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

OK (https://www.rtbf.be/info/moncompte?newsletter=info&source=rtbfinfo_newslett

Décaler la réouverture des terrasses d'une semaine pour "gagner" 500.000 vaccinés supplémentaires: vraiment ?

Les cas dénoncés par la LDH se sont déroulés durant les manifestations contre le

TTIP du 15 octobre dernier lors desquelles quelque 600 manifestants ont tenté d'encercler le sommet européen à Bruxelles. Durant les actions, la police aurait ainsi obligé un caméraman de la web TV, ZIN TV, à effacer l'intégralité des images tournées durant cette journée, selon la Ligue. Un journaliste italien a également été arrêté par la police après qu'il avait filmé une intervention policière durant la manifestation, selon la LDH. "*Bien que le journaliste leur présente sa carte de presse, les agents saisissent la carte mémoire de son appareil photo. Il sera ensuite embarqué dans une camionnette, sans qu'aucune motivation ne lui soit donnée. Il est amené au commissariat central de la zone de police Bruxelles-Ixelles*", poursuit la Ligue.

Droit de la presse

"*Nous demandons une enquête auprès de la police, afin qu'elle vérifie ces faits auprès de ses troupes. Nous n'avons, par ailleurs, pas encore pris contact avec les représentants de la police*", a fait savoir la LDH. L'organisation exige que "*les responsables soient identifiés et, si les faits sont établis, sanctionnés.*"

Les deux journalistes ont engagé un avocat, selon la Ligue.

La LDH indique que ces témoignages d'intimidations policières ne sont pas isolés et lui sont même rapportés "*de plus en plus souvent*".

Elle rappelle que ces types de comportement "*violent le droit de la presse à la protection des sources d'information des journalistes et, d'autre part, l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme protégeant la liberté d'expression et la liberté de la presse.*"

Sur le même sujet

DDH | Médias | Police | Manifestations | TTIP

19/10/2015
Bruges: la commissaire Malmström chahutée par des manifestants anti-TTIP

15/10/2015 Décaler la réouverture des terrasses d'une semaine pour "gagner" 500.000 vaccinés supplémentaires: vraiment ?